NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

91 Nº 1 1969

Violence et révolution dans le monde contemporain

René COSTE

p. 65 - 84

https://www.nrt.be/es/articulos/violence-et-revolution-dans-le-monde-contemporain-1407

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2026

Violence et révolution dans le monde contemporain

Le titre même de cet article est une prise de position.

Fallait-il mettre « violence et révolution » ou bien « révolution et violence » ? Bien loin d'être sans importance, la place réciproque des deux termes commande tout le déroulement de la réflexion. L'auteur a hésité un moment. Puis il a opté dans le sens où il l'a fait pour deux raisons :

1°) *Par souci de démythiser le mot révolution*

C'est un terme qu'on accommode actuellement à toutes les sauces. On l'emploie volontiers, chaque fois qu'on veut exprimer une *mutation radicale* dans les idées ou le comportement de l'humanité. On parlera non seulement de la Révolution française ou de la Révolution d'octobre 1917, mais aussi de la Révolution de l'Evangile, de la Révolution copernicienne ou de la Révolution de Vatican II. Et quel est le philosophe, quel est le géologue, quel est même le mathématicien introduisant quelque nouveauté — ou, du moins, le croyant — qui ne s'estimeront pas révolutionnaires dans le domaine spécial de leur investigation ? (Prestige des mots, quand ils deviennent des mythes ! La pire injure pour beaucoup, ce serait de les traiter de conservateurs.) Ces usages sont légitimes et il faut effectivement privilégier le mouvement par rapport à la sclérose. Le chrétien, en particulier, ne doit pas hésiter à considérer l'Evangile comme l'Evénement qui a opéré la mutation la plus profonde de l'histoire humaine — son tournant décisif — à partir du mystère de l'Incarnation du Fils de Dieu. Mais, dans notre analyse d'aujourd'hui, qui se situe sur le plan politique, nous ajouterons une précision essentielle, qu'il ne faudra jamais perdre de vue : celle que la mutation radicale que nous envisageons s'accomplit à partir d'une situation de violence et par l'intermédiaire de la violence. Pour simplifier, nous dirons : *une mutation radicale accomplie à travers un processus de violence.* (Ce faisant, nous n'excluons pas la possibilité d'une *révolution pacifique ou non violente.* Il faut même travailler de toutes ses forces à ce qu'elle se réalise. Mais, en fait, dans une humanité profondément marquée par le péché, la révolution est — et sera — souvent violente. C'est exclusivement sur ce type de révolution (la révolution violente) **que nous réfléchirons présentement. La révolution non violente exi-**

gerait une étude différente, qu'il serait, d'ailleurs, capital d'entreprendre [1].

Un tel phénomène est une *réalité ambiguë*, souvent terrible : où se déchaînent les pires instincts de l'homme, où il est capable aussi de parvenir aux sommets de l'héroïsme, du sacrifice et du désintéressement. Une réalité qui reste telle (tragiquement ambiguë), même si on estime qu'il faut l'accepter pour remédier à une situation inhumaine et si on peut en espérer raisonnablement des résultats positifs. A l'encontre, aussi bien des intégristes que des marxistes, nous nous garderons bien d'écrire le mot *révolution* avec une majuscule, car ce serait une mythification, une sacralisation, la justification à priori de tous les procédés révolutionnaires (marxisme [2]) ou le refus absolu de tout changement au profit de l'ordre — ou plutôt du désordre — établi (intégrisme) : dans les deux hypothèses, du manichéisme : tout le bien d'un côté, tout le mal de l'autre. Une *minuscule* suffira : c'est un mot comme tous les autres : un mot profane, sécularisé.

2°) *Parce que la violence est à la base de la révolution et en caractérise le processus entier*

Des hommes, quels qu'ils soient, — à moins d'être totalement inconscients —, ne s'engagent pas sans raison grave dans un processus révolutionnaire, car ils savent qu'ils risquent tout, et d'abord leur propre vie, pour parvenir à la victoire. C'est qu'ils estiment — à tort ou à raison — que la communauté dont ils se considèrent comme responsables est victime d'une violence intolérable et qu'ils ne parviendront à l'en délivrer qu'en utilisant à leur tour la violence : une violence qui soit plus forte que celle à laquelle ils veulent remédier. On se rappellera que la *violence est multiforme. Violence physiologique* : assassinat, torture, emprisonnement, conditions de travail inhumaines, etc. *Violence psychologique* : celle qui opprime la liberté, qui éventuellement détruit les structures mentales pour les reconstruire dans le sens voulu par l'oppresseur : lavages de cerveau, procès spectaculaires et séances d'autocritique des Etats totalitaires, propagande à la Goebbels, révolution culturelle à la Mao ; également, la violence capitaliste qui contraint l'ouvrier à accepter un contrat de travail injuste, etc. Une étude philosophique approfondie nous amènerait à la comparer avec la *force* et la *contrainte,* mais les résultats qui s'en dégageraient seraient-ils aussi convaincants qu'on le déclare parfois ? Pour notre part, nous estimons que les trois notions

1. Nous avons l'intention d'entreprendre ultérieurement une telle étude dans le cadre plus général de l'élaboration d'une *dynamique de la non-violence.*

2. La cynique agression de la Tchécoslovaquie, en août 1968, par l'U.R.S.S. et ses satellites fidèles atteste que des marxistes, une fois installés au pouvoir, peuvent se révéler les pires conservateurs.

sont corrélatives, qu'il y a de la violence dans toute contrainte et qu'on en trouvera des traces même dans les comportements non violents les plus authentiques. (Nous parlons de ceux qui sont — ou peuvent être — vécus concrètement dans l'existence historique de l'humanité pécheresse à laquelle nous appartenons. La non-violence absolue est un idéal auquel il faut tendre, rarement une possibilité entièrement réalisable.)

Avec ces nécessaires précisions préalables, nous sommes en mesure d'aborder correctement notre recherche. Elle se déroulera en deux étapes : un essai d'analyse politique d'abord, des pistes de réflexion théologique ensuite.

I. — ESSAI D'ANALYSE POLITIQUE

Notre entreprise ne peut être qu'un essai — avec d'inévitables simplifications —, car le monde contemporain est d'une prodigieuse — et sans cesse croissante — complexité. Il faudrait beaucoup trop de temps (serait-ce seulement possible ?) pour apporter toutes les nuances souhaitables.

Ce qui semble essentiel, au fond du drame actuel de la violence et de la révolution, c'est qu'il est pour ainsi dire le *cancer d'un monde en mutation radicale,* à la suite de l'explosion scientifique-technique-industrielle, qui a débuté modestement au début du XVIe siècle, a pris un nouveau départ dans la première moitié du XIXe, puis une accélération vertigineuse depuis une cinquantaine d'années. Des fractions d'humanité qui jusque-là s'ignoraient ont été brutalement mises en contact les unes avec les autres (« épopée » colonialiste). Des hommes (industriels, financiers) ont réussi à fonder de véritables empires économiques sur les masses humaines. Des puissances (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis, U.R.S.S.) ont pu imposer leur domination sur d'immenses secteurs géographiques. L'augmentation galopante de la population mondiale, qui résulte des progrès spectaculaires de la médecine, pose des problèmes gigantesques de nourriture, d'habillement, de logement et d'espace.

Les *conséquences négatives* en sont considérables : des changements profonds de mentalité (ce qui n'est pas un mal en soi, mais qui soulève de graves difficultés, car ils ne s'opèrent pas partout à la même vitesse et souvent dans des sens diamétralement opposés, comme on peut le constater, par exemple, en comparant le capitalisme libéral et les socialismes communistes : systèmes antagonistes, dont les différences doivent normalement s'estomper avec l'avènement du **nouvel Etat industriel, d'après les extrapolations sérieusement fon-**

dées de J.-K. Galbraith) ; des déséquilibres politiques (dictatures, totalitarismes de type communiste ou de type fasciste) ; des distorsions économico-sociales (soit à l'intérieur d'un même pays : une minorité riche, jouissant des avantages du pouvoir et de la société de consommation, au détriment de la masse de la population ; soit entre les pays développés et ceux de la misère et de la faim) ; des injustices individuelles et collectives de toutes sortes, avec le chiffre élevé des laissés pour compte ; des ressentiments et des névroses collectives, qui rendent les masses prêtes à s'enflammer pour les aventuriers qui savent les galvaniser (l'Allemagne traumatisée des années 29, qui se laissa séduire ou empoigner par le nazisme), etc.

C'est parce que l'humanité n'a pas réussi à maîtriser la mutation radicale qui s'opère en elle qu'elle est tombée sans le vouloir — et jusqu'à une telle profondeur — dans l'engrenage de la violence et de la révolution. Ce ne sont pas seulement sur son corps des tumeurs secondaires et marginales, qu'il serait facile de résorber avec un peu de bonne volonté. C'est un mal profond et durable auquel nous sommes affrontés. C'est une *maladie de civilisation et une maladie planétaire*. Répétons-le : c'est le cancer d'un monde en mutation radicale.

Il faut en prendre conscience : on ne peut guérir une maladie que si on a réussi à en diagnostiquer la nature exacte. La réflexion ne peut se dispenser de pénétrer et de s'attarder à ce niveau de profondeur. Sans parler pour le moment de l'indispensable — et toujours aussi actuelle — lumière de l'Evangile, des grands penseurs peuvent nous y aider particulièrement, directement ou par les travaux qu'ils ont inspirés : Marx, Freud, Adler, Jung, Teilhard de Chardin, etc.

En laissant de côté des manifestations individuelles ou collectives de la violence, telles que les crimes individuels, les bandes de gangsters ou les démonstrations anarchiques d'adolescents en réaction contre la société globale, — phénomènes sur lesquels il y aurait beaucoup à dire —, ainsi que des guerres civiles secondaires, quoique affreuses (Soudan, Yémen, Nigéria-Biafra), nous nous attacherons uniquement à quelques *manifestations essentielles* du mal profond de civilisation que nous avons analysé : la menace des armes atomiques, la violence dictatoriale et totalitaire, la violence économico-sociale (ou socio-économique), la violence raciste et les conflits internationaux de portée mondiale. Nous aurions pu analyser également le complexe des événements de mai 1968 en France, qui aurait été tout aussi révélateur. Nous le laissons de côté à la fois parce que la violence n'y a pas joué le rôle primordial et que l'ambiguïté du phénomène gaulliste oblige — par ses interférences — à des distinctions **impossibles sans de longs développements.**

1°) *Menace des armes atomiques*

L'invention des armes atomiques est la conséquence la plus spectaculaire, sur le plan de la guerre, de l'explosion scientifique-technique-industrielle contemporaine et de la mutation qu'elle a entraînée. Une pareille application n'était pas fatale. La maîtrise de l'énergie enfouie au cœur de la matière aurait pu être purement bénéfique pour l'humanité. Sa déviation vers des œuvres de mort est due, d'abord, à la volonté de puissance : celle de Hitler, qui aurait voulu s'en servir pour dominer le monde, au prix des plus sanglants holocaustes, et qui heureusement n'y est pas parvenu. Puis à la peur : celle du gouvernement des Etats-Unis — informé par Einstein et d'autres grands savants — qu'il n'aboutisse à ses fins : ce qui le poussa à l'élaboration et à la mise en chantier d'un projet de fabrication d'armes nucléaires. Enfin à la peur combinée avec la volonté de puissance : à la fois du côté des Etats-Unis et de l'U.R.S.S., chacun de ces pays ayant peur de l'autre (en raison de leurs idéologies antagonistes et de leurs rivalités hégémoniques) et voulant dominer le monde : le premier par le mythe du paradis américain (aux incontestables réussites matérielles) et en tant que protecteur-gendarme, le second par le mythe de la libération révolutionnaire des classes et des peuples opprimés. Pour la Grande-Bretagne et la France, c'est à la fois la peur, la préoccupation de la sauvegarde de l'indépendance nationale et la volonté (plutôt utopique !) de rester de grandes puissances, qui les ont conduites à se forger leurs propres forces atomiques. Quant à la Chine, ce sont à peu près les mêmes raisons, combinées avec sa volonté de ravir à Moscou — une Moscou à ses yeux embourgeoisée — le rôle de leader de la révolution mondiale.

Avec les armes atomiques, surtout de type thermonucléaire, la guerre a changé de nature. Leur emploi entre puissances nanties serait tellement destructeur qu'il équivaudrait à un suicide collectif. Une guerre nucléaire serait un non-sens. Les puissances atomiques le savent bien. C'est ce qui explique leur prudence réciproque, au moins dans les actes. La « coexistence pacifique » (cette curieuse connivence qui les porte à s'entendre pour éviter le pire) entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis en est le fruit. Sans l'existence de telles armes une troisième guerre mondiale aurait probablement déjà éclaté : dans l'une ou l'autre des crises (Berlin, Hongrie, Cuba, Proche-Orient) au cours desquelles nous nous sommes trouvés au bord du gouffre. Paradoxalement, dans un monde à la fois désuni et armé jusqu'aux dents, elles sont un facteur de paix : combien précaire, combien ruineux, combien scandaleux même, car il ne s'agit que d'une caricature de paix, ... mais réel !

L'efficacité de ces armes ne tient pas à leur emploi, — puisqu'il **entraînerait la destruction réciproque entre puissances possédantes —,**

mais à leur existence : ou, si l'on veut, à la *menace que comporte leur simple existence dans le contexte de la peur*. C'est là le fondement de la stratégie de *dissuasion nucléaire*, dont le but peut être un but de paix, mais par des moyens qu'il est impossible de ne pas contester : bluff, coût énorme de l'armement atomique, risque de l'éclatement d'une guerre qu'on voudrait précisément éviter, inclusion de la stratégie anti-cités. Faut-il donc la condamner absolument sur le plan éthique ? C'est là un autre problème, d'une extrême difficulté, quand on veut bien observer la complexité des faits, auquel Vatican II s'est efforcé d'apporter les éléments d'une solution équilibrée pour l'aujourd'hui de l'histoire.

Pour le moment, contentons-nous de constater que les Etats ne consentiront pas à renoncer à leur politique d'armement atomique, tant qu'ils auront peur les uns des autres : pour s'en convaincre, il suffit d'examiner leur comportement par-delà leur phraséologie pacifiste de propagande. *Ce qui est le plus dangereux, c'est leur peur réciproque*. On ne peut espérer le désarmement atomique — ainsi que le désarmement général, dont il devrait être le prélude — que comme le résultat — et le signe — du progrès de la *confiance réciproque retrouvée*.

2°) *Violence dictatoriale et totalitaire*

La violence dictatoriale et totalitaire se caractérise partout par des violations graves des droits de l'homme, l'exaltation abstraite de la collectivité (parti, Etat, peuple, race) au détriment de la personne, le recours à des mythes et à des phobies qui galvanisent les masses, l'utilisation des moyens techniques les plus modernes d'endoctrinement et de contrôle policier, la justification de tous les procédés pour aboutir aux objectifs choisis.

La distinction classique entre le type fasciste et le type communiste est commode et globalement exacte, si on admet d'inévitables simplifications.

L'exemple le plus « pur » du *type fasciste* — c'est-à-dire le plus inhumain — n'est pas l'Italie mussolinienne mais l'Allemagne nazie. C'est là que l'alliage d'un nationalisme extrême et d'un racisme paranoïaque, combiné avec le ressentiment contre le traité de Versailles et une mystique pseudo-héroïque, héritée de Nietzsche, a conduit aux pires aberrations : notamment au génocide de six millions de Juifs et au déclenchement cynique de plusieurs guerres d'agression pour s'emparer d'une grande partie de l'Europe. Le nazisme fut une entreprise colossale dont la violence était le moteur exclusif (les instincts de mort de Freud), où il est bien difficile d'apercevoir quelques éléments acceptables et qui s'est soldée par un échec total. On **doit rattacher à ce type — avec des nuances dans chaque cas — :**

le gouvernement du président Duvalier à Haïti (avec ses *tontons macoutes*), celui des colonels à Athènes et plusieurs autres régimes — se réclamant parfois (et complètement à tort) du christianisme — qui se font remarquer à la fois par leur anti-communisme simpliste, leur conservatisme et l'absence — ou, du moins, la grave insuffisance — d'une politique de promotion économique et sociale.

Quant au *type communiste*, il est fondamentalement un sursaut contre l'injustice causée par le capitalisme, le conservatisme et l'égoïsme des classes dirigeantes ou l'exploitation colonialiste. C'est ce qui explique qu'il ait un sens positif, qu'il faut savoir reconnaître avec Jean XXIII, et qu'il soit souvent parvenu à des réalisations valables, en dépit de crimes trop fréquents et d'autres malfaçons extrêmement regrettables. On ne peut cependant pas justifier ses caractéristiques dictatoriales et totalitaires : l'horreur des camps staliniens de concentration, les graves déficiences des libertés individuelles aujourd'hui encore en U.R.S.S., l'installation forcée par ce pays, après la seconde guerre mondiale, de régimes politiques à sa dévotion en Europe centrale et orientale, ses agressions contre la Hongrie (1956) et la Tchécoslovaquie (1968), le viol gigantesque des consciences que constitue la révolution culturelle chinoise, etc. Seraient-ce là des vices incorrigibles ? Des mutations sont possibles dans les pays communistes, qui seraient susceptibles d'aboutir, après peut-être bien des soubresauts, à une socialisation authentique, c'est-à-dire à une socialisation qui verrait l'épanouissement de la liberté de l'homme dans une solidarité profonde avec ses semblables. Nous pouvions observer récemment des signes avant-coureurs du printemps (Roumanie, Tchécoslovaquie). L'intransigeant attachement de Moscou aux « dogmes » qui favorisent sa domination colonialiste réussira-t-il à les compromettre longtemps ?

3°) *Violence économico-sociale (ou socio-économique)*

La violence économico-sociale n'est pas toujours reconnue comme telle. On se contente souvent de la désigner par le terme plus vague d'injustice. Dans la mesure pourtant où, par la faute des autres, l'homme voit ses droits économiques et sociaux foulés aux pieds, il est victime d'une violence qui empêche l'épanouissement de sa personnalité ou peut même provoquer sa mort — à petit feu, par la lente érosion de la misère. Il ne faut donc pas craindre d'employer le mot.

A) *Injustice économico-sociale dans les pays développés.* Dans ces pays on n'en est généralement plus au stade du XIXe siècle, dont la dureté pour la classe ouvrière explique amplement les prises de position de Marx. Des progrès importants y ont été accomplis dans le

sens de la justice et de la socialisation. Cependant, de graves injustices collectives y subsistent : dans la mesure où ils sont dominés par une économie de profit, où trop d'inégalités y demeurent par rapport au partage des ressources et aux possibilités d'épanouissement personnel, où le travailleur se voit dépouillé de sa part légitime de la productivité de son travail, où il est traité comme une machine et non comme un élément responsable de l'entreprise (l'une des revendications essentielles des éléments ouvriers les plus conscients pendant la crise de mai 1968 en France), où des hommes et des femmes valides ne trouvent pas du travail, en raison du malthusianisme ou de la mauvaise organisation de l'économie, où les personnes âgées, les malades et les infirmes ne reçoivent pas une aide suffisante, alors que des sommes énormes sont dépensées pour des usages contestables.

Certes, la promotion économico-sociale n'est pas une entreprise facile et il ne faut jamais perdre de vue la distinction nécessaire entre ce qui est réalisable dans l'immédiat et ce qui n'est possible qu'à long terme. Certaines réalisations théoriquement souhaitables (par exemple, de fortes augmentations de salaires) pourraient s'avérer nocives pour leurs bénéficiaires (pour reprendre notre exemple, si ces augmentations de salaires freinaient d'une façon excessive les investissements, et par là l'indispensable modernisation de l'industrie). Il n'en reste pas moins que la situation déficiente que nous venons de décrire — et qui pourrait être considérablement améliorée, si on le voulait — constitue un *état de violence larvée,* qui explique beaucoup de mécontentements collectifs qui se manifestent périodiquement et qui viennent rappeler aux nantis que tout n'est pas pour le mieux dans le meilleur des mondes, même s'il s'agit de pays aussi techniquement évolués que ceux de l'Europe occidentale ou de l'Amérique du Nord.

B) *Exploitation hégémonique du Tiers Monde.* On se gardera bien d'oublier que les pays développés aident le Tiers Monde : par leurs ressources financières (environ dix milliards de dollars par an) et l'envoi de techniciens. Même sans parler de leur devoir primordial d'assistance, sur le plan éthique, fondé sur l'unité de l'humanité et la solidarité universelle qui en résulte, ils le lui doivent bien, d'ailleurs, en réparation pour beaucoup d'une longue exploitation colonialiste. Sauf dans quelques pays (Angola, Guinée, Mozambique, etc.), elle a généralement cessé, du moins en apparence. Mais le Tiers Monde reste trop souvent l'objet de l'impérialisme politique ou économique de certains pays développés, ou du moins de certaines grosses affaires financières, commerciales ou industrielles, qui ne reculent pas devant le recours à des moyens malhonnêtes pour s'assurer des bénéfices énormes au détriment des régions qu'elles exploitent.

Le refus ou l'incapacité des pays développés d'élaborer une politique globale de stabilisation et de valorisation du prix des matières premières constituent à eux seuls une violence à l'égard des pays sous-développés : car, en raison de cette carence, ils sont contraints et les vendre (ce sont pratiquement leurs productions exclusives) à des prix dérisoires et d'acheter fort cher en comparaison les produits manufacturés, dont ils sont complètement dépourvus.

C) *Situation révolutionnaire — ou pré-révolutionnaire — de l'Amérique latine.* Elle mérite une mention spéciale, car elle est caractérisée par un système général politico-économico-social exploitant honteusement la masse de la population, qui croupit dans la misère, au profit d'une minorité vivant souvent dans le luxe le plus tapageur. Le cas du Brésil est particulièrement scandaleux. Alors que cet Etat-continent dispose d'énormes ressources naturelles, qui pourraient en faire l'émule des Etats-Unis, il demeure, surtout dans le Nord-Est, l'une des régions les plus pauvres du monde. Depuis avril 1964, il est gouverné par une dictature policière, entre les mains d'officiers et de propriétaires fonciers. La dictature reste, d'ailleurs, une maladie endémique au sud du *Rio Grande,* sauf quelques heureuses exceptions.

Le drame de cette région du monde tient à la fois à l'incurie et à l'égoïsme de ses classes dirigeantes ainsi qu'à l'exploitation hégémonique des Etats-Unis. L'économie du Venezuela est dominée par la *Standard Oil* et la *Shell.* Quand Fidel Castro a pris le pouvoir, à Cuba, la moitié des meilleures terres appartenait à l'*United Fruit Company* et à la *West Indian Company.* On retrouve un peu partout la première société. Un peu partout aussi la *Central Intelligence Agency* (C.I.A.) joue un rôle plus que suspect : qui unit un anticommunisme simpliste au souci prédominant de la défense des intérêts politico-économiques des Etats-Unis : par exemple, son intervention au Guatemala pour provoquer la chute du gouvernement Arbenz, qui poursuivait une politique de réformes sociales qui lésait les intérêts de l'*United Fruit.*

Les masses d'Amérique latine commencent à prendre conscience de la violence dont elles sont victimes et de la possibilité qui s'offre à elles de secouer le joug qui les opprime. Les figures de « Che » Guevara et de Camilo Torres y sont devenues légendaires. Comment la révolution n'y éclaterait-elle pas ?

4°) *Violence raciste*

Le racisme, particulièrement virulent dans le cas de différences de couleur, s'explique par des causes multiples : intérêt du groupe dominant à maintenir ses privilèges, qu'il s'est octroyés par la force,

mépris à l'égard d'une race réputée inférieure, préjugés, phobies, crainte de revanche, etc. Il engendre fatalement la violence, qui provoque à son tour la contre-violence de la race dominée, quand elle retrouve l'énergie de l'espoir ou du désespoir. L'antisémitisme nécessiterait une analyse particulière, qui ferait apparaître la grave responsabilité des chrétiens.

Actuellement, l'oppression raciale est particulièrement odieuse en Afrique du Sud et en Rhodésie. Dans le premier pays, elle se traduit par une flagrante inégalité des droits (livrets de contrôle imposés aux noirs, mesures discriminatoires à leur égard pour les emplois et leur rétribution — 15/1 dans l'industrie extractive et 5/1 dans les industries de transformation —, rapports sexuels interraciaux sévèrement prohibés) et par une ségrégation totale, exprimée par le mot *Apartheid.*

Aux Etats-Unis, la condition des noirs n'est plus aussi rigoureuse. Elle y reste, cependant, injuste, car la ségrégation, succédané de l'ancien esclavage, n'y est pas encore disparue dans les faits. Il faut un patient effort sur le plan de la législation et de l'éducation de l'opinion publique. Tout retard ne fera qu'exacerber la population noire, qui a pris conscience de sa puissance révolutionnaire et qui sera de plus en plus tentée de suivre les consignes des leaders extrémistes. L'assassinat du Pr Martin Luther King est un aussi grand malheur que celui de président Kennedy.

Les drames du Soudan et du Nigéria-Biafra sont également pour une grande part des conflits interraciaux. L'opinion mondiale commence à s'éveiller à l'horreur du second. Elle reste encore insensible — par ignorance — à celle du premier, malgré son ancienneté et sa persistance. La presse et les *mass-media* audio-visuels ne remplissent pas leur devoir d'information à son sujet.

5°) *Conflits internationaux de portée mondiale*

Le *conflit vietnamien* était — et reste encore — d'une effrayante complexité : volonté d'indépendance nationale du peuple vietnamien et sa xénophobie bien compréhensible à l'égard des blancs, qui l'ont trop longtemps exploité et humilié ; ses divisions politiques internes (communistes et non communistes, ces derniers à leur tour divisés en groupes souvent antagonistes) ; ses confessions religieuses, qui rivalisent entre elles (bouddhistes, caodaïstes, Hoa-Hoa, catholiques, etc.) : l'appui des uns (plus par intérêt que par conviction) sur les Américains, l'opposition farouche des autres à leur égard ; la prétention de ces derniers d'être les défenseurs de la civilisation contre l'hydre communiste (un cardinal n'est-il pas allé jusqu'à les reconnaître comme les soldats du Christ ?), les encouragements qu'ils reçoivent dans ce sens de pays voisins (Corée du Sud, Australie, Phi-

lippines, Thaïlande, etc.). Ajoutons-y, car ce sont aussi des pièces maîtresses du puzzle : la dictature communiste du Nord, qui bénéficie, cependant, incontestablement du loyalisme de la population ; l'autoritarisme policier du régime de Saïgon et la pourriture morale qui se cache souvent sous son nom ; une guerre féroce de part et d'autre ; l'héroïque résistance de Hanoï, qui profite, d'ailleurs, d'une aide soviétique importante, sans laquelle elle aurait succombé. Le processus d'un règlement de paix a été enfin entamé. Il sera sans doute long. Reconnaissons qu'il est d'une extrême difficulté. Parviendra-t-on à instaurer, au Vietnam du Sud, dans le cadre des accords de Genève de 1954, un régime national, indépendant, représentatif, démocratique et neutre, qui serait capable de sortir le pays de l'abîme ? Il faut, du moins, le souhaiter. On ne doit pas écarter d'une façon absolue l'hypothèse d'une réunification des deux Vietnams sous un régime communiste. Il faut parfois savoir se contenter du moindre mal. Un tel régime, dans ce pays tel qu'il est, ne serait-il pas susceptible d'évoluer positivement ? Divers indices d'un grand poids portent à le penser.

Quant au *conflit israélo-arabe* du Proche-Orient, sa gravité et la difficulté de son règlement s'expliquent par ses origines. Du côté des Juifs, la volonté farouche de se constituer et de conserver une patrie sur le territoire de leurs ancêtres afin d'échapper aux malheurs dont ils ont été victimes pendant tant de siècles, avec les traumatismes profonds qui en ont résulté dans leur psychisme, surtout à la suite du génocide hitlérien ; leur mépris pour les Arabes et leur dureté à l'égard des réfugiés palestiniens. Du côté des Arabes, la conviction qu'on leur a volé un territoire qui leur appartient, leur jalousie à l'égard de la réussite juive et leur ressentiment de populations sous-développées envers un peuple qu'ils considèrent comme un intrus de l'Occident. Des deux côtés, deux mystiques politico-religieuses qui s'affrontent, incluant toutes deux la violence sacralisée — et par tous les moyens. Réussiront-ils, les uns et les autres, à abandonner les mythes pour les réalités ? On peut l'espérer. Ce ne sera pas facile et ce ne pourra être que le résultat d'une œuvre de longue haleine, à partir d'une prise de conscience réaliste par les hommes les plus lucides.

*
* *

Dans ces exemples on voudra bien ne voir que quelques coups de sonde dans le volcan de la violence contemporaine. Ce que nous voulions montrer, c'est qu'il est profond et que son énergie souterraine vient des bouleversements engendrés par la mutation radicale que vit actuellement l'humanité. Rien ne laisse prévoir que cette

violence doive diminuer en intensité durant les prochaines années. Bien au contraire ! Attendons-nous et *préparons-nous* à des événements terribles.

II. — PISTES DE REFLEXION THEOLOGIQUE

A l'analyse politique doit succéder la réflexion théologique. Allons-nous donc essayer d'élaborer une théologie de la violence et de la révolution ? L'expression est à la mode. Elle m'est pas injustifiable, mais elle est ambiguë : tout autant que la théologie dite de la guerre juste, que ses promoteurs pourtant récusent sans se rendre compte qu'ils la reprennent dans ce qu'elle a de plus contestable. Théologie de l'amour et de la non-violence ; théologie de la paix ; théologie du péché : oui. En ce qui concerne la violence, la guerre et la révolution, tristes réalités d'un monde pécheur, il vaut mieux utiliser une formulation qui prenne davantage ses distances : tout simplement : *réflexion théologique sur la violence, la guerre et la révolution.*

Si nous voulions la pousser dans toutes ses dimensions, il nous faudrait l'espace d'un gros volume[3]. Nous devrons nous contenter d'ouvrir et de baliser trois pistes : les deux premières pour caractériser ce que doit être la démarche du théologien dans ce domaine, la troisième pour répondre directement à notre propos : effort de discernement à la lumière de la Parole de Dieu ; la politique médiation de la charité ; esquisse d'une réflexion théologique immédiate sur la révolution.

1°) *Effort de discernement à la lumière de la Parole de Dieu*

Au regard même de la Parole de Dieu, cet effort de discernement suppose, d'abord, dans le domaine qui nous occupe, une *analyse politique* de la violence et de la révolution. (Nous l'avons tentée, dans notre première partie.) D'après l'Evangile, la politique est le domaine de César, c'est-à-dire, en définitive, de l'homme en tant qu'homme. Qu'il connaisse donc son domaine et qu'il y assume ses responsabilités ! C'est la Parole de Dieu qui le lui demande. Il s'agit de politique. Qu'il entreprenne préalablement — avant d'agir — une analyse politique approfondie ! La violence et la révolution sont des réalités politiques. Elles doivent donc recevoir des *solutions politiques par des moyens politiques.*

---

3. Nous nous permettons de renvoyer à plusieurs de nos publications antérieures, notamment : *Le problème du droit de guerre dans la pensée de Pie XII* (Paris, Aubier, 1962) et *Morale internationale* (Paris-Tournai, Desclée, 1965) ainsi que notre ouvrage en collaboration : *Guerre révolutionnaire et conscience chrétienne* (Paris, Pax Christi, 1964).

Mais la politique pour des chrétiens doit être inspirée par l'*Evangile,* comme toute activité humaine. Ils devront l'interroger et s'efforcer de se conformer à son esprit dans l'élaboration et l'exécution de leurs projets de solutions politiques de la violence et de la révolution.

Et, tout d'abord, il y a une *nouvelle lecture* de l'événement (ou du phénomène) qui s'impose à eux. L'analyse politique rationnelle ne suffit pas. Il faut aussi une *analyse du péché (individuel et collectif) dans le monde* : dans les causes et le processus de cette mutation radicale de l'humanité contemporaine, dans le visage multiforme de la violence. Elle doit être conduite *à la lumière de la Parole de Dieu, avec le regard de Jésus-Christ.*

Il faut entreprendre *un effort lucide de discernement* : accepter de bon cœur tout ce qui est valable, quelle qu'en soit l'origine ; refuser tout ce qui est péché. Il est triste de constater combien de chrétiens généreux manquent de cette indispensable lucidité, en raison de l'insuffisance à la fois de leur analyse politique et de leur connaissance de l'Evangile.

Il faut voir dans l'événement *une invitation à la prise de conscience de son propre péché et à la conversion :* c'est-à-dire, ici, la prise de conscience des carences de notre activité politique et la décision d'élaborer et d'exécuter une politique digne de ce nom, mais qui soit inspirée de l'Evangile. C'est *une interpellation qui nous est adressée par le Dieu Vivant* à travers les violences, les souffrances, les besoins et les espoirs des hommes de notre temps.

C'est là une méthode qui nécessite un long apprentissage et qui n'est encore familière qu'à un tout petit nombre de chrétiens. Pour les y aider, nous nous permettons de leur proposer une *méditation politique* de la Parole de Dieu : nous voulons dire : une méditation qui s'efforce de dégager l'esprit du texte sacré et de voir comment il peut éclairer l'appréciation et l'activité politiques. Qu'ils choisissent, par exemple *Col 3,* 5-17 ! Ils verront que cette péricope, qu'ils n'appliquaient jusqu'ici qu'à leur activité personnelle, éveillera en eux des échos insoupçonnés et leur fournira une lumière nouvelle pour leur engagement dans la cité des hommes. On pourrait prendre bien d'autres passages dans le livre sacré. Il suffit de connaître la méthode. Avec une bonne connaissance exégétique, on l'appliquera facilement soi-même. Il ne s'agit pas de dénaturer la Parole divine, mais d'en déployer les merveilleuses virtualités [4].

---

4. Nous avons appliqué cette méthode dans *Les communautés politiques* (Paris-Tournai, Desclée, 1967) et surtout dans *Evangile et politique* (Paris, Aubier, 1968).

2°) *La politique médiation de la charité*

N'est-ce pas une suggestion déconcertante que cette invitation à la *méditation politique de l'Evangile dans sa totalité ?* L'apolitisme de Jésus-Christ n'est-il pas une évidence ? A cette seconde question en ne peut effectivement répondre — et c'est heureux — que par l'affirmative, mais il est capital de sonder la véritable signification d'un tel comportement de sa part. Il ne s'agissait pas pour lui d'une évasion, ni d'une dépréciation du politique, mais, au contraire, d'une option existentielle, s'expliquant par sa mission unique de rassembleur de l'humanité auprès de Dieu, qui lui permettait de rejoindre l'homme en profondeur, par-delà toutes les catégories : l'homme en tant qu'homme, à la source responsable de toutes ses activités. Certes, l'Evangile ne contient aucune technique politique : c'est l'affaire de l'intelligence et de la volonté humaines, qui ont reçu du Créateur l'ordre et la capacité d'organiser la cité terrestre. La technique, d'ailleurs, est contingente. Mais il contient un esprit, qui doit s'appliquer à toute activité : c'est-à-dire essentiellement le commandement de l'amour du prochain, total et universel, fondé sur notre commune fraternité en Dieu. *La jonction entre l'esprit évangélique et la technique politique doit se faire par imprégnation, par transfiguration de la seconde par le premier* : par l'effort quotidien des dirigeants et des citoyens de concrétiser la charité fraternelle dans leurs options politiques. C'est ce qui permet d'élaborer et de réaliser, suivant la très heureuse formulation de Jacques Maritain, *une politique vitalement chrétienne ou chrétiennement inspirée.*

Ce que nous devons comprendre, c'est que l'accomplissement du commandement divin de la *charité effective* à l'égard du prochain, dans lequel se synthétisent les exigences de l'Evangile pour notre comportement envers les hommes nos frères, passe de plus en plus, dans une humanité qui s'organise communautairement, par la *médiation de la politique,* tout en laissant subsister l'engagement personnel immédiat de chacun comme une exigence de tous les instants. Comment, sans une législation et des institutions établies et gérées — directement ou indirectement — par le pouvoir politique et financées par le budget public, garantir *effectivement* à « toute personne » le « droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux, ainsi que pour les services sociaux nécessaires », de même que le « droit à la sécurité en cas de chômage, de maladie, d'invalidité, de veuvage, de vieillesse ou dans les autres cas de perte de ses moyens de subsistance, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté[5] » ? Comment parvenir

5. ***Déclaration universelle des droits de l'homme,*** **art. 25 : où l'on doit voir une excellente explicitation juridique pour notre temps de la charité évangélique.**

à résorber la plaie tragique du sous-développement, si les Etats nantis n'acceptent pas d'y consacrer une part importante de leur budget et de participer à la création des institutions internationales indispensables à la mise en œuvre efficace de leur aide économique et de leur coopération technique ?

Ce ne sont là que deux exemples, sommairement exprimés, de l'application d'une règle générale d'une importance capitale pour les chrétiens, et dont ils sont loin d'avoir pris suffisamment conscience. Comme l'a écrit très justement J.-M. Domenach, « les grands choix de la charité collective s'expriment en termes de décision politique [6] ». En s'inspirant de l'Evangile, on ferait une politique éminemment constructive, qui ne perdrait jamais pied de la réalité concrète, et dont les fruits dépasseraient peut-être nos espoirs, malgré les difficultés, les échecs et les inévitables faiblesses humaines. L'Eglise doit en montrer audacieusement le chemin aux dirigeants politiques et aux citoyens.

3°) *Esquisse d'une réflexion théologique immédiate sur la révolution*

Avec la méthode ainsi définie nous pouvons aborder maintenant directement le problème concret de la révolution. Nous serons volontairement affirmatif, même provocant : non pas pour imposer notre point de vue, mais pour stimuler la contestation et donc le dialogue.

Nous renvoyons préalablement le lecteur au *Message du 15 août 1967 de dix-huit évêques du Tiers Monde* [7], où la réflexion sur la révolution, la dénonciation de l'égoïsme de l'argent et le devoir de l'Eglise de comprendre et d'aider les pauvres sont exprimés avec un courage dont il est difficile de rencontrer des exemples plus remarquables. Notre démarche sera toutefois indépendante, même si elle répond à la même préoccupation fondamentale.

Disons tout de suite que les théologiens doivent se prononcer au sujet de la révolution sous leur propre responsabilité, car, pas plus que pour la guerre internationale, la Révélation ne contient de directives qui la concernent immédiatement. Certains admettent plus facilement le recours à la violence dans son cas que dans celui des conflits internationaux, pour l'hypothèse de la résistance collective à l'agression : ce qui révèle un manque de rigueur théologique. *Une réflexion éthique responsable d'inspiration chrétienne doit, au contraire, réaffirmer ici aussi le commandement de principe de la non-violence.* Comme Paul VI le demande, dans l'encyclique *Populorum progressio* (nos 30-31°), il faut essayer autant que possible de résister

6. Dans *Christus*, n° 52, p. 472.
7. Cfr *La Doc. Cath.*, 1967, col. 1899-1906.

à la tentation de la violence. *Il faut s'efforcer d'abord de faire cesser l'injustice par une action collective non violente,* comme des chrétiens qui ont compris le commandement évangélique s'y emploient actuellement avec courage en Amérique latine : création et développement de partis politiques dignes de ce nom, activité syndicale, éducation des masses, grèves judicieusement déclenchées et sérieusement organisées, manifestations du type de celles de Gandhi ou du Pr Martin Luther King. (Ce sont là des moyens politiques.) S'ils étaient nombreux à s'engager dans une action collective de ce type, ses possibilités seraient immenses. C'est d'abord par là qu'il faut commencer et c'est une telle action qu'il faut poursuivre avec persévérance. Il faut être *patient,* car une révolution engendre toujours des drames terribles. Certains chrétiens européens agissent d'une façon irresponsable par leur lyrisme révolutionnaire, qui risque de paraître comme une incitation à la révolution aux yeux de lecteurs sud-américains. Si elle éclate, ce n'est pas eux qui en supporteront les conséquences.

Mais, si l'action collective non violente échoue ou n'aboutit qu'à des résultats par trop insuffisants, *faudra-t-il refuser en toute hypothèse de recourir à la violence ?* Nous ne le pensons pas. Au XIe Congrès des médecins cubains (février 1966), Fidel Castro, après avoir évoqué en termes saisissants la situation sanitaire de l'Amérique latine où « un cercueil sur deux contient les restes d'un enfant mort avant l'âge de cinq ans », concluait : « Réellement, ce n'est pas la lutte révolutionnaire qui coûte le plus de vies, c'est la misère et l'exploitation. » Cette remarque est juste. On ne doit pas l'oublier. *Le commandement évangélique de la non-violence n'est pas le commandement suprême, qui est, au contraire, celui de l'effectivité de la charité : c'est-à-dire d'un amour pour nos frères les hommes s'exprimant dans nos actes. Et l'accomplissement de ce commandement est laissé à notre responsabilité d'hommes :* des orientations de fond nous sont données — ou plutôt un esprit —, mais pas de recettes, pas même de stipulations précises d'un code éthique. L'existence de la violence n'est pas ignorée dans le Nouveau Testament. On n'y trouve aucune condamnation directe de la guerre ni du recours à la légitime défense. Les exemples de comportements non violents donnés par le Christ n'entrent pas dans le cadre de la définition stricte de cette dernière notion. La tradition n'a pas gardé le souvenir qu'il ait jamais remis en question l'interprétation habituelle du commandement du Décalogue : *Tu ne tueras pas,* où l'on voyait seulement l'interdiction de l'assassinat — et nullement celle du meurtre accompli pour résister à une agression (individuelle ou collective). N'a-t-il pas donné en exemple la foi du centurion, pourtant officier de l'armée romaine et donc astreint à des obligations militaires (*Lc 7, 9*) ? L'admissibilité de la légitime défense est supposée par certaines attitudes et direc-

tives de l'Eglise apostolique, pourtant si soucieuse d'une fidélité totale à son Fondateur [8].

Le théologien réfléchissant sur la violence à la lumière de l'Evangile arrivera à la position suivante : le commandement divin de la non-violence oblige le chrétien jusqu'à l'extrême du possible (principe du règlement pacifique obligatoire des conflits interhumains). Mais, comme il y a un commandement suprême (l'amour effectif pour nos frères), il pourra se présenter des cas où l'on pourra estimer en conscience qu'il nous permet de recourir à la violence (ou à la contre-violence) par amour pour eux, parce qu'on a le devoir de les défendre efficacement. *Chacun doit assumer la responsabilité de sa propre décision, autant que possible avec d'autres.* Cela suppose une intense réflexion préalable : une analyse exhaustive de la situation et son examen approfondi à la lumière de l'Evangile : à fortiori, pour les initiateurs de l'insurrection révolutionnaire. *Chacun doit savoir qu'il peut se tromper. Le chrétien se sait pécheur. Et, cependant, il faut agir* : dans un sens ou dans l'autre. Dans le passé, les chrétiens ont trop facilement admis la solution de la violence. Elle ne doit être qu'une *solution de détresse.* Comme exemple d'une décision responsable, nous donnerons celle de Camilo Torres en ce qui concerne la Colombie de 1965, en laissant de côté le fait qu'il était prêtre (ce qui pose des problèmes spéciaux en raison de la mission du sacerdoce ministériel) : « Comme sociologue, j'ai voulu que cet amour (l'amour de ses semblables d'après l'alinéa précédent) soit rendu efficace au moyen de la technique et de la science. En analysant la société colombienne, je me suis rendu compte de la nécessité d'une révolution pour pouvoir donner à manger à celui qui a faim, à boire à celui qui a soif, vêtir celui qui est nu et réaliser le bien-être de la grande masse de notre peuple. J'estime que la lutte révolutionnaire est une lutte chrétienne et sacerdotale. C'est seulement par elle que nous pourrons réaliser l'amour que les hommes doivent porter à leurs semblables, dans les circonstances effectives qui sont celles de notre pays [9] ». Nous n'entendons pas prendre parti sur le bien-fondé objectif de cette décision (ce qui demanderait un examen de la situation à laquelle elle voulait faire face qui est hors de notre propos). Ce que nous voulions seulement souligner, c'est la rectitude de la démarche dont elle a été l'aboutissement : une analyse politique sérieuse et son appréciation dans un esprit authentiquement évangélique.

---

8. Cfr *Rm 13,* 1-7 ; *1 P 2,* 13-14. Rien ne permet de supposer, dans le récit des *Actes,* qu'on ait imposé au centurion Corneille, avant ou après son baptême, d'abandonner le métier des armes.

9. Camilo TORRES, *Ecrits et paroles,* Paris, 1968, p. 248.

Notre prise de position sur le fond du problème correspond à celle de Paul VI, qui admet indirectement la légitimité de l'insurrection révolutionnaire dans « le cas de tyrannie évidente et prolongée qui porterait gravement atteinte aux droits fondamentaux de la personne et nuirait dangereusement au bien commun du pays » (*Populorum progressio,* n° 31). On remarquera que cette incise (c'est, en effet, une incise dans le texte global) reprend la doctrine traditionnelle sur l'insurrection (tyrannie), mais la précise très heureusement par sa qualification : violation grave des droits de l'homme. Cette qualification est primordiale : *c'est parce qu'il existe de graves violations massives des droits de l'homme qu'une insurrection peut devenir légitime.* Nous dirions même : quelle qu'en soit la cause : elles peuvent exister, en effet, même si le pouvoir politique n'est pas tyrannique, mais seulement incapable ou sans conscience professionnelle : si, par exemple, il laisse agir impunément des puissances financières égoïstes et sans scrupules [10].

---

10. Certaines déclarations de Paul VI postérieures à *Populorum progressio* n'auraient-elles pas remis en cause la doctrine de l'encyclique ? Le 27 mars 1968, à l'occasion du premier anniversaire de ce document, il disait : « Il a semblé... qu'en dénonçant au nom de Dieu les très graves besoins dont souffre une si grande partie de l'humanité, Nous ouvrions la voie à ce que l'on appelle la théologie de la révolution et de la violence. Une semblable aberration était bien éloignée de Notre pensée et de Nos paroles. Combien différente est l'activité positive, courageuse et énergique, qui, dans de nombreux cas, est nécessaire pour instaurer de nouvelles formes de progrès social et économique ! » (*La Doc. Cath.,* 1968, col. 680). Le 23 août suivant, à Bogota, il s'exprimait avec autant de force dans le même sens, à propos de l'Amérique latine : « Certains arrivent à cette conclusion que le problème essentiel de l'Amérique latine ne peut être résolu que par la violence. Avec la même loyauté qui Nous fait reconnaître que ces théories et ces modes d'action trouvent souvent leur motivation ultime dans de nobles sentiments de justice et de solidarité, Nous devons dire et réaffirmer que la violence n'est pas évangélique ; elle n'est pas chrétienne. Des changements brusques ou violents de structures seraient trompeurs, inefficaces en eux-mêmes. Ils ne seraient certainement pas conformes à la dignité du peuple, laquelle requiert que les transformations nécessaires se réalisent du dedans, c'est-à-dire par une juste prise de conscience, avec la préparation voulue et avec cette participation effective de tous que l'ignorance et des conditions de vie parfois infra-humaines empêchent actuellement d'assurer » (*La Doc. Cath.,* 1968, col. 1551). Le lendemain, il reprenait le même thème et le traitait de la même façon, devant la IIe Conférence générale de l'épiscopat d'Amérique latine (*ibid.,* col. 1568).

Ces déclarations ne contiennent, en réalité, aucune contradiction avec la doctrine de l'encyclique. Elles indiquent simplement la vigoureuse réaction de Paul VI contre ce fort courant d'opinion, que nous avons dénoncé plus haut, qui tend actuellement, dans la pensée chrétienne, à sacraliser la violence et la révolution. Beaucoup auraient voulu qu'à Bogota il donnât le feu vert à une grande entreprise révolutionnaire s'étendant à toute l'Amérique latine et ont été déçus qu'il ne l'ait pas fait. Or, il n'avait pas le droit de le faire. S'il l'avait fait, il aurait assumé une responsabilité qui ne lui appartenait pas, car elle est celle des citoyens responsables pour leur propre pays, et il n'aurait pas rempli le rôle qui est le sien de témoin privilégié de l'amour et de la non-violence évangéliques. Si le Pape conseille aux hommes de se battre, qui donc leur dira de se réconcilier et de s'aimer ? La non-violence collective organisée, que nous avons som-

Même si on est engagé légitimement dans la lutte révolutionnaire, tout ne devient pas permis. La violence n'est autorisée que dans la mesure où elle est indispensable pour notre défense ou celle de nos frères (c'est-à-dire si on se trouve en situation de légitime défense) et *il faut toujours respecter des règles élémentaires d'humanité.* Plus que cela, comme l'a écrit le P. Peuchmaurd, « la violence est à contester dans le temps même où elle est exercée, car elle ne porte aucune valeur en elle-même. Ne transférons pas à la violence révolutionnaire les soi-disant valeurs que l'on attribuait hier à la guerre [11] ». Même si on comprend la colère de « Che » Guevara dans son *Message aux peuples du monde,* il faut refuser la lutte à outrance, libérée de toute barrière morale, qu'il préconise. Des *structures nouvelles* s'imposeront afin de construire un monde plus juste. En particulier, dans un pays sous-développé, il faudra instaurer une planification économique autoritaire. Cette œuvre constructive sera difficile à concevoir et à réaliser. Elle ne s'accomplira pas sans des résistances extrêmes de la part de ceux dont les privilèges seront attaqués et il faudra vaincre l'inertie et la peur de ceux qui ne comprendront pas. Il faudra entreprendre une patiente éducation de la population pour qu'elle participe activement à la grande œuvre. Dans le déroulement de cette immense entreprise, bien des injustices et des souffrances, ainsi que des affrontements violents, sont à redouter et seront assez souvent pratiquement inévitables. Les chrétiens responsables devront avoir le souci d'utiliser la violence le moins possible sans perdre de vue les objectifs nécessaires.

*
* *

Dans la lutte révolutionnaire, l'*Eglise* devra rester fidèle à sa mission de rassemblement et de réconciliation. Elle sera peut-être cruellement déchirée, parce que ses fils appartiendront à des camps différents. Elle devra les aider à se découvrir comme frères. Ce qui ne veut pas dire qu'elle n'aura pas à faire des choix, parce qu'elle devra dénoncer l'injustice et le mensonge. S'il y a des hommes et des femmes qu'elle doit défendre entre tous, ce sont les pauvres, ceux qui sont injustement écrasés, car ce sont eux qui ont d'abord besoin du signe de la charité divine, qui leur a été trop souvent caché, parce que l'Eglise était du côté des puissants et des oppresseurs.

---

mairement décrite, n'a-t-elle pas encore ses chances sur ce continent ? N'est-ce pas ce que pense notamment Dom Helder Camara, que personne ne pourra accuser de complaisance pour le pouvoir établi, et n'est-ce pas ce qu'il a voulu réaliser en lançant récemment son mouvement *Action, Justice et Paix* ?

11. *Esquisse pour une théologie de la révolution,* dans *Parole et mission,* octobre 1967, p. 659.

Elle-même est une communauté d'essence surnaturelle, bien que ses membres appartiennent tous à une communauté politique. Elle n'a pas à se substituer à celle-ci.

Quand on dit Eglise, il faut toujours avec Vatican II penser d'abord *Peuple de Dieu* (c'est-à-dire l'ensemble des chrétiens) et non pas Eglise hiérarchique : un peuple dont tous les membres ont un rôle à jouer pour la construction d'un monde fraternel. Sauf cas exceptionnels (fonction de substitution par rapport à une masse qui manquerait de chefs capables), *les évêques et les prêtres* n'ont pas à assumer la direction de l'entreprise révolutionnaire. Autant que possible, ils ne doivent pas non plus s'y engager par une action armée, même s'ils l'estiment légitime. Leur non-engagement militaire sera, comme l'apolitisme de Jésus-Christ, la condition d'un engagement plus profond au service de leurs frères : un engagement de salut, comme le sien, un service d'amour, de vérité et de pardon, une proximité à l'égard de tous ceux qui souffrent, un effort incessant pour aider les révolutionnaires à rester humains et le pouvoir établi à prendre conscience de ses erreurs, de ses injustices et de ses étroitesses de cœur. Leur situation sera inconfortable et sans doute souvent contestée : comme celle du Christ l'a été. Mais ils savent qu'ils doivent être fidèles à son exemple. Quant aux *laïcs*, ils doivent prendre courageusement leurs responsabilités politiques, car c'est là une exigence qui leur vient de leur mission propre de gérance des choses temporelles. Ils lutteront, s'ils l'estiment nécessaire. Mais ils le feront toujours sans haine, avec un comportement digne d'un homme, et leur plus grand souci sera le rétablissement de la paix dans la justice. Dans cette lutte, qu'ils considéreront comme une douloureuse nécessité, les occasions d'être eux-mêmes les témoins de l'amour évangélique ne leur manqueront pas. Comme l'écrit encore — et très justement — le P. Peuchmaurd, « le chrétien plantera, au cœur même de la révolution, l'exigence de la réconciliation. Trouver des gestes inédits, insolites, d'amour des ennemis, qui témoignent que nous les croyons capables d'une conversion radicale, et qui les acculе à cette conversion » (*op. cit.*, p. 660). Combien une telle orientation est exigeante ! Il est facile de le comprendre. Les chrétiens de notre temps se trouvent affrontés à des situations inédites. Ils ont le devoir d'y faire face en hommes et en chrétiens. Il leur faut de l'imagination, de la lucidité et du courage. En ce qui concerne les théologiens, nous dirons simplement qu'il leur en faut également et qu'ils doivent les y aider. Les uns et les autres seront stimulés par leur sens du *service* de Dieu et de leurs frères, qui est l'accomplissement de l'Evangile.

31 - Toulouse
31 rue de la Fonderie

René COSTE
Professeur aux Facultés catholiques